

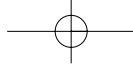
Globethics Repository

The logo for Globethics, featuring the word "Globethics" in white, sans-serif font centered within a solid blue rectangular background.

[Rapport mondial sur la corruption 2003] Amérique du Sud

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

| | |
|---------------|---|
| Item Type | Book chapter |
| Authors | Wills Herrera, Eduardo;Uruena Cortes, Nubia;Rosen, Nick |
| Publisher | Transparency International |
| Rights | With permission of the license/copyright holder |
| Download date | 2026-07-02 18:54:15 |
| Link to Item | http://hdl.handle.net/20.500.12424/177386 |



Amérique du Sud

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela

*Eduardo Wills Herrera et Nubia Urueña Cortés avec Nick Rosen**

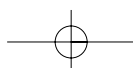
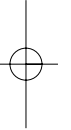
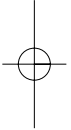
Vue d'ensemble

L'Amérique latine a été secouée ces derniers mois par une crise économique, des troubles sociaux et un rejet populaire des leaders politiques de la région. De l'Argentine au Paraguay, en passant par le Venezuela et le Pérou, les manifestants sont sortis dans les rues pour exprimer leur frustration, et la stabilité de plusieurs pays est actuellement menacée.

À l'origine de ce mécontentement populaire, la corruption, qui constitue un fléau pour toute l'Amérique latine. Plus d'une décennie après que la transition à la démocratie a implanté des espoirs de réforme, la région continue d'être minée par des réseaux de dirigeants qui s'adonnent à des trafics d'influence. Les vraies institutions chargées de lutter contre la corruption sont trop faibles pour accomplir cette tâche, à moins qu'elles ne soient déjà compromises par l'influence des malfaiteurs eux-mêmes. Comme le montre si clairement l'indice de perceptions de la corruption (IPC) de Transparency International en 2002, les personnes interrogées considèrent l'Amérique latine comme l'une des régions – voire la région – les plus touchées par la corruption dans le monde.

La corruption fait partie des problèmes économiques du continent car elle ralentit la productivité et pille les ressources financières déjà rares. Mais la corruption, par son effet pernicieux, va encore plus loin : dans la crise économique actuelle, les révélations permanentes de corruption de gouvernements ont sensiblement réduit la crédibilité envers les institutions gouvernementales, les programmes de réformes et la confiance déjà fragile du peuple dans le processus politique lui-même. Des études récentes ont dégagé deux tendances alarmantes et interdépendantes : les Sud-Américains croient que la corruption s'aggrave et ils sont de plus en plus insatisfaits de la démocratie.

Néanmoins, la persistance de la corruption en Amérique latine a initié et renforcé les efforts pour la combattre. Il y a actuellement des centaines d'enquêtes en cours sur les activités de l'ancien président du Pérou, Alberto Fujimori, et de son chef des services de renseignements, Vladimiro Montesinos, alors qu'en Bolivie, un ancien président et plusieurs autres anciens hauts fonctionnaires font l'objet



d'enquête pour escroquerie portant sur des millions de dollars. Cependant, le changement dans la direction des deux pays a remis en cause la continuité des programmes de réformes.

Les organisations internationales, très inquiètes de la menace que constitue la corruption pour la démocratie et la croissance dans la région, continuent de contribuer aux ressources financières, de fournir une assistance technique et d'encourager la signature de traités internationaux.

Bien qu'une société civile exaspérée se soit jointe à la lutte contre la corruption, la réaction a été caractérisée jusqu'ici par des manifestations de colère populaires. Les manifestations de rue généralisées dans la région l'année dernière doivent cependant se transformer en un mouvement cohérent pour engendrer un changement constructif. Il est inquiétant de noter que les Sud-Américains ont de plus en plus tendance à rejeter catégoriquement le système politique, plutôt que de l'intégrer comme un moyen vers le progrès.

Alors que les médias ont été les premiers à s'illustrer dans la lutte contre la corruption au cours de cette année, la liberté de la presse a été l'objet de plusieurs attaques dans la région et plusieurs cas d'intimidation, d'exil forcé ou d'assassinat de journalistes ont été enregistrés au cours de l'année.

Aux niveaux international et régional

Ces douze derniers mois ont vu une plus grande attention portée aux questions liées à la corruption de la part des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID)¹. Pour avoir porté leur attention sur les politiques de réformes économiques dans la région au cours des dix dernières années, les IFI ont commencé à allouer plus de ressources à des réformes institutionnelles de « deuxième génération ». Les bailleurs pensent de plus en plus que les fonds de développement ne devraient pas être étendus aux gouvernements corrompus et que les nouveaux prêts dépendent de plus en plus de la mise en place de garde-fous contre la corruption. Les États-Unis ont aussi manifesté leur intolérance face à la corruption de plus en plus aiguë chez leurs voisins d'Amérique latine².

En janvier 2002, l'Organisation des États américains (OEA) a entamé un travail de suivi de l'application de la Convention interaméricaine sur la corruption. Vers la mi-2002, le comité d'experts des États membres s'est mis d'accord sur un questionnaire et une méthodologie pour examiner la conformité avec la convention dans des domaines tels que les déclarations de revenus, les biens et les dettes des hauts fonctionnaires et l'efficacité des organismes de surveillance³. Bien qu'aucune sanction officielle ne puisse frapper les pays qui n'appliquent pas efficacement la convention, des rapports d'évaluation seront utilisés pour contraindre les gouvernements à changer ou à améliorer les aspects que les experts jugeront insatisfaisants⁴.

À ce jour, trois des quatre pays qui n'ont pas signé la Convention contre la corruption de l'OCDE en 1999 se trouvent en Amérique latine. Il s'agit de l'Argentine, du Brésil et du Chili. L'Argentine et le Brésil ont ratifié la Convention qui adopte des règles communes pour sanctionner les entreprises et les individus qui s'adonnent à la corruption, et qui considère le versement de pots-de-vin dans les pays étrangers comme un crime. En juin 2001, l'OCDE a aussi lancé l'Initiative pour la bonne gouvernance en Amérique latine qui cherche à faire avancer les Conventions de l'OCDE et de l'OEA dans la région par une série d'ateliers et de forums⁵.

Bien que les Conventions de l'OEA et de l'OCDE soient des étapes importantes dans la lutte contre la corruption, l'écart entre ces engagements et des changements internes significatifs est encore large. Aucun pays de l'hémisphère ouest n'applique à la lettre les principales décisions de la Convention de l'OEA, et beaucoup de progrès restent encore à être réalisés⁶.

La BID a accordé des prêts pour l'appui d'initiatives de lutte contre la corruption et pour la transparence dans plusieurs pays d'Amérique latine en 2001-2002. Il s'agit d'un prêt accordé au Chili pour la modernisation du bureau du Contrôleur général⁷ et d'un autre accordé à la Bolivie pour la mise en place d'un système de gestion financière intégré dans 91 municipalités parmi les 314 que compte le pays⁸. Le Fonds d'investissement multilatéral de la BID a aussi approuvé en juin 2001 un montant de 1,23 million de dollars américains à l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Équateur, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela pour la création et le renforcement d'Unités du renseignement financier pour suivre et analyser les transactions susceptibles d'être des opérations de blanchiment d'argent⁹.

L'Institut de la Banque mondiale a donné une série de cours destinés à encourager les représentants de différents secteurs de la société à former des coalitions contre la corruption au niveau des institutions étatiques, du secteur privé et de la société civile dans leur pays d'origine¹⁰.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a axé ses programmes de lutte contre la corruption à un niveau plus local. En Colombie, en Équateur, au Paraguay et au Pérou, l'USAID accentue le renforcement de la démocratie locale à travers la participation des citoyens, des programmes locaux de renforcement des institutions et la mise en place de mécanismes de contrôle internes. Avec l'appui technique de la vice-présidence colombienne et l'assistance financière de l'USAID, les maires des capitales régionales colombiennes ont signé des « pactes de transparence », des accords publics entre les élus et leurs administrés pour la mise en œuvre de programmes efficaces de lutte contre la corruption. Alarmée par ce qu'elle qualifie de « crise de légitimité démocratique » grandissante en Équateur, l'USAID continue de fournir une assistance technique pour le renforcement de la Commission civique contre la corruption et fournit une éducation civique pour renforcer la responsabilité et la culture démocratique¹¹.

À travers le Programme mondial de lutte contre la corruption et avec l'appui

financier de l'USAID, le Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations unies a commencé à appliquer un programme pour le renforcement des gouvernements locaux en Colombie en octobre 2001. Les maires des villes d'Ibagué, de Manizales et de Pasto ont signé des accords de lutte contre la corruption et aspirent à un meilleur accès à l'information et à une plus grande transparence dans des secteurs tels que les marchés publics¹².

Au niveau national

Plusieurs pays d'Amérique latine ont été touchés par ce qui a été la plus grande crise économique des deux dernières décennies. Partie de l'Argentine, la crise s'est étendue au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, et a constitué une menace pour les autres économies instables de la Bolivie et du Venezuela. Dans un tel contexte, des cas de corruption notoires impliquant des leaders politiques, des financements de campagne douteux, des affaires liées aux privatisations et le blanchiment d'argent ont par la suite servi à éfrayer à la fois la confiance du public envers l'État et la confiance générale des investisseurs dans les marchés sud-américains.

Le cas de l'ancien président du Pérou, Alberto Fujimori, et de son ancien chef des services de renseignements, Vladimiro Montesinos, a été l'un des plus grands scandales de la région. Cette affaire aurait concerné des achats d'armes, des fraudes immobilières et le détournement des budgets de l'armée et de la police¹³. Le cas des dizaines de personnes corrompues enregistrées sur la fameuse bande « Monte-Videos » a clairement montré que le scandale a éclaboussé tous les secteurs de l'administration, ainsi que la commission électorale indépendante, les banques et les grands organes de presse. Luis Moreno Ocampo, président de la section argentine de Transparency International et professeur à l'université Stanford, a noté que ces « réseaux sociaux » de corruption vont bien au-delà d'un président ou d'un simple ministre, et peuvent même corrompre « la bureaucratie la mieux organisée »¹⁴.

Le gouvernement de transition dirigé par Valentin Paniagua a déployé quelques efforts pour lutter contre la corruption dans le monde politique péruvien après l'ère Fujimori-Montesinos. Plus de 240 enquêtes liées à cette affaire sont en cours et concernent plus de 1 300 personnes. Les conclusions provisoires indiquent que Fujimori a détourné plus de 180 millions de dollars américains¹⁵. Malgré toutes ces enquêtes et l'emprisonnement de Montesinos, des sondages montrent que 75 % des Péruviens pensent que la corruption existera toujours¹⁶. Les analystes ont constaté avec une certaine inquiétude que l'Initiative nationale dans le cadre de la lutte contre la corruption, lancée à grande pompe par le gouvernement intérimaire de Paniagua, a perdu de son élan sous le régime du président Alejandro Toledo¹⁷.

Au-delà du Pérou, un nombre croissant de hauts fonctionnaires – y compris des présidents – sont accusés de crimes pendant leur mandat. En Bolivie, une

enquête impliquant plusieurs responsables politiques, dont l'ancien président Hugo Banzer, son beau-fils et des membres du Congrès, aurait permis de découvrir que des millions de dollars avaient été détournés. Les enquêtes ont débuté pendant le mandat éphémère de Jorge Quiroga qui avait pris le pouvoir en août 2001 et promis d'enrayer la corruption et le népotisme. Ses efforts entraient dans le cadre d'une agitation constitutionnelle plus grande saluée et soutenue par la Banque mondiale et les autres IFI. Étant donné que la limitation des mandats a contraint Quiroga à quitter le pouvoir après seulement une année, on ne se sait pas, cependant, comment le programme des réformes se poursuivra sans la direction politique de son principal architecte¹⁸.

Au Paraguay, le président Luis Gonzáles Macchi était accusé d'avoir illégalement investi des fonds publics, alors que le président Juan Carlos Wasmosy était condamné à quatre années de prison pour avoir transféré 6 millions de dollars américains des fonds publics à une banque privée dans laquelle il était un actionnaire secret¹⁹. Le président Macchi a déclaré l'état d'urgence après des journées de manifestations violentes par les citoyens qui exigeaient sa démission. Cette vague de protestations a été déclenchée par l'opposition qui était contre le programme de privatisation par le gouvernement de la société de téléphone contrôlée par l'État. Le gouvernement était aussi accusé de corruption²⁰.

Pays le plus vaste de l'Amérique latine, le Brésil fournit un indicateur important de la corruption étatique sur le continent. Alors que des progrès ont été notés lors du mandat de six années du président Fernando Henrique Cardoso, beaucoup de Brésiliens sont déçus et la majorité pensent que la corruption va en empirant²¹.

Ces sentiments ont été renforcés dès le début de la présente campagne pour l'élection présidentielle, quand la principale candidate du Parti du Front libéral, Roseana Sarney, a été contrainte d'abandonner ses aspirations présidentielles après qu'on eut découvert qu'elle avait accumulé 1,3 million de rai (400 000 \$US) en billets de banque dans les locaux de son cabinet de conseil. Son mari et associé a avoué que l'argent était destiné à soutenir sa campagne, en violation des règles de financement²².

À sa décharge, le gouvernement de Cardoso a enregistré des progrès notables dans la lutte contre la corruption. La loi sur la responsabilité fiscale votée en 2000 dans le pays et qui renforce le contrôle et le suivi des dépenses publiques est devenue complètement opérationnelle en 2002, alors que le bureau chargé du contrôle financier interne s'était détaché du ministère des Finances et était devenu plus indépendant²³.

Mais de tels progrès sont invisibles pour la plupart des Brésiliens. Dans un sondage réalisé mi-2002, 51 % des personnes interrogées ont répondu que la corruption avait augmenté au niveau fédéral beaucoup plus que pendant les deux années précédentes ; 41 % estimaient qu'elle augmentait au niveau étatique ; et 40 % ont donné la même réponse sur la corruption au niveau municipal²⁴.

Canaliser l'argent vers l'étranger ? Jersey contre le Brésil dans l'affaire Paulo Maluf

En juin 2001, un grand journal brésilien a rapporté que plus de 200 millions de dollars américains de dépôts ont atterri dans un compte de la Citibank à Jersey, îles anglo-normandes, qui appartiendrait à l'homme politique Paulo Maluf¹. Ancien maire de la ville de São Paulo, ancien gouverneur et ancienne figure marquante de la vie politique nationale, Maluf était déjà sorti indemne de plusieurs accusations de corruption. À cause de la nature suspecte de la provenance de cet argent, le compte de Jersey a été effectivement « gelé ».

Le bureau du procureur à São Paulo s'était beaucoup intéressé à ce compte. Il suspectait Maluf et sa famille d'utiliser des comptes étrangers pour blanchir de grosses sommes d'argent acquises illégalement durant son mandat comme maire. En particulier, Maluf est accusé d'avoir reçu des versements illégaux de la part d'entrepreneurs engagés pour l'exécution des projets de travaux publics pour la ville de São Paulo. Le bureau du procureur avait obtenu des preuves et des témoignages selon lesquels ces entrepreneurs responsables des travaux publics avaient coopéré avec Maluf par un système de sous-traitance, de pots-de-vin et d'échanges de devises au marché noir.

La preuve semblait indiquer que le compte de Jersey servait de débouché à de l'argent mal acquis. Une confirmation de Jersey que Maluf est en effet le bénéficiaire du compte permettrait aux autorités brésiliennes d'ouvrir une enquête pour fraude fiscale. Ces dernières ont cependant exprimé leur frustration. Bien qu'elles aient envoyé une multitude de preuves et de demandes d'informations à Jersey, elles attendaient toujours la confirmation de l'identité du détenteur du compte en juillet 2002, après plus d'une année. Les

autorités de Jersey ont déclaré qu'elles n'avaient pas cependant reçu une demande en bonne et due forme de la part des autorités brésiliennes pour fournir ces informations. Par conséquent, pendant que les autorités des deux pays cherchaient à régler ce problème sur le plan juridique, l'affaire Maluf se tassait.

Le coût des projets de travaux publics pendant les mandats de Maluf avait attiré l'attention des enquêteurs, car il dépassait largement le coût des travaux publics dans d'autres régions. Par exemple, le coût par mètre de route d'une ville ordinaire construit sous le régime de Maluf était égal à celui du mètre dans le tunnel de La Manche, la voie ferrée sous-marine qui relie la Grande-Bretagne au continent européen.

Maluf soutient que le coût des marchés publics qu'il dirigeait était légal, qu'il n'avait jamais été corrompu par l'argent et qu'il n'avait jamais gardé de l'argent à l'étranger. Il continue de réfuter toutes les allégations pour crime, en soutenant que ce sont des mensonges visant à ternir sa réputation.

Maluf reste populaire dans l'État de São Paulo, particulièrement auprès des pauvres. Durant ses différents mandats, il était à la tête de plusieurs programmes de travaux publics, y compris la construction de routes, de ponts et de tunnels. De tels projets étaient considérés comme une mesure de sa capacité à accomplir les choses.

La corruption demeure toutefois un sujet de préoccupation pour les Brésiliens – ou du moins, le niveau de tolérance a diminué. Le fait que Maluf soit battu par Marta Suplicy en 2000 lors des élections pour élire le maire de São Paulo peut être une preuve de ce changement : Suplicy avait basé son programme sur la lutte contre la corruption.

L'impasse entre le Brésil et Jersey est une parfaite illustration des obstacles qui se dressent dans les affaires de détournements de fonds envoyés à l'étranger. Des problèmes semblables,

sinon plus compliqués, surgissent lorsque le rapatriement de l'argent volé est en jeu.

Roberto Cosso

1 Roberto Cosso, de Folha S. Paulo (Brésil), 10 juin 2001.

Selon les critiques, cette situation est favorisée par la complexité et l'instabilité des alliances entre partis politiques. En étendant l'allégeance politique sur différents partis dans le but uniquement de gagner les élections, ces « mariages de convenance » ont entravé les efforts de Cardoso de lutte contre la corruption car toute offensive sérieuse allait compromettre les individus dans leur propre coalition²⁵.

La Colombie a, pendant des décennies, souffert des conséquences tragiques des vols endémiques dans le milieu des hommes politiques et des dirigeants. Ajoutés à la production et au trafic de drogues illicites, ces comportements ont exacerbé le sous-développement et le dérèglement dans les campagnes où une guerre violente continue de ravager la population avec la mort de quelque 3 500 civils par an. Une étude de la Banque mondiale publiée en février 2002 a montré que des pots-de-vin sont versés dans 50 % des marchés publics²⁶. Un autre rapport de la Banque mondiale évalue le coût de la corruption en Colombie à 2,6 milliards de dollars américains par an, l'équivalent de 60 % de la dette du pays²⁷.

Les accusations de corruption du gouvernement et les détournements de fonds étaient aussi les points centraux des troubles qui menaçaient de déchirer la société vénézuélienne en 2001-2002. L'opposition a lancé une série de poursuites judiciaires contre le président Hugo Chavez pour des accusations allant du détournement du fonds de stabilisation économique du gouvernement à la non-déclaration des liquidités reçues de la banque espagnole BBVA, lors de la précédente campagne électorale. Les critiques ont aussi souligné que le président avait autorisé que les programmes sociaux sous le Plan Bolivar soient conduits en espèces, une recette contre les détournements²⁸. Plusieurs années après son arrivée au pouvoir, propulsé par un sentiment anti-corruption, Chavez est aujourd'hui accusé de fermer les yeux sur l'existence de la corruption au sein de son propre gouvernement.

Nulle part ailleurs qu'en Argentine, les manifestations de rue n'ont autant façonné le discours politique actuel. Ce pays a vu son système économique et politique s'effondrer totalement en 2001 et 2002. Les citoyens, quand ils ne se heurtent pas à la police, défilent sur les avenues pour protester contre un système qu'ils estiment surgonflé, corrompu et non réceptif²⁹. Le pays est en permanence abattu par des nouvelles de détournements durant le règne de Carlos Menem. Ce dernier a été détenu pendant six mois en 2001 pour trafic illicite d'armes et blanchiment d'argent, mais a été libéré après une décision controversée de la Haute Cour de

justice³⁰. L'ancien ministre de l'Économie, Domingo Cavallo, était parmi les personnes arrêtées dans le scandale qui portait sur la vente de 6 500 tonnes d'armes à l'Équateur et à la Croatie³¹. Cavallo aurait signé des décrets autorisant des ventes d'armes au Panamá et au Venezuela mais qui auraient atterri illégalement en Croatie et en Équateur entre 1991 et 1995. La dernière accusation contre Menem est qu'il aurait reçu 10 millions de dollars américains, une somme versée par l'Iran en compensation au bombardement d'une synagogue à Buenos Aires en juillet 1994³².

Une étude réalisée par Corporación Latinobarómetro au Chili révèle que 71 % des personnes interrogées pensent que la corruption augmente³³. Le Chili a reçu une notation meilleure que celle de beaucoup de pays d'Europe occidentale sur l'IPC de TI en 2002, mais les experts estiment que des domaines comme la participation de la société civile et le contrôle sur le financement des campagnes politiques peuvent encore être améliorés³⁴. Une étude récente de la BID montre que le mécontentement grandit contre le processus des réformes partout dans la région, en particulier chez les classes moyennes déçues par les dirigeants durant ces dix dernières années. La même étude note que deux Sud-Américains sur trois ne sont pas satisfaits de la démocratie et seulement un sur deux croit que c'est la meilleure forme de gouvernement³⁵.

Le secteur privé

La même enquête de la BID a révélé que 63 % des personnes interrogées sont convaincues que les résultats de la privatisation sont négatifs. « Ce qui frustre les Latino-Américains », observe l'un des auteurs, « ce ne sont pas les privatisations en elles-mêmes, mais la corruption qui les entoure³⁶ ».



Je ne sais pas M. le Président mais j'ai des doutes.
Croyez-moi, Monsieur, je vais pour payer la dette extérieure.

Bonil, Équateur

La privatisation corrompue et opaque des sociétés nationales est une source commune de mécontentement à travers la région. Le président Alexandre Toledo du Pérou a été contraint de suspendre la vente de deux sociétés nationales d'électricité à la société belge, Tractebel, à la suite de violentes manifestations en juin 2002. Toledo avait promis dans sa campagne électorale de ne pas privatiser les deux sociétés, mais leur vente faisait partie d'un plus grand effort de respecter les engagements pris auprès du Fonds monétaire international. Selon l'opposition, ces ventes n'étaient pas assez transparentes et un haut fonctionnaire a même admis que le gouvernement n'avait « jamais expliqué ou prouvé au pays comment il avait fixé le prix de vente, quels seraient les taux d'investissement et ce que deviendraient les travailleurs après la vente³⁷. »

Pendant que le gouvernement était en train de revoir le contrat avec Tractebel, les enquêteurs interrogeaient la compagnie au sujet d'allégations selon lesquelles Tractebel aurait versé à Fujimori 10 millions de dollars américains de pots-de-vin entre 1996 et 1998. Le quotidien péruvien *La República* a rapporté en mars 2002 qu'un ancien conseiller de Tractebel avait la preuve qu'une unité de la compagnie avait versé des pots-de-vin à Fujimori à propos de l'achat, par Tractebel, d'une société d'électricité en 1997. La compagnie nie vigoureusement ces allégations³⁸.

Au Paraguay, la vente de la société nationale de télécommunications, Copaco, a aussi été suspendue après que des milliers de citoyens eurent manifesté en bloquant les routes et les ponts. La privatisation était très controversée puisqu'un ancien ministre chargé de la réforme de l'État avait été accusé de fraude, car il aurait détourné de l'argent provenant du contrat³⁹. La Banque mondiale, qui avait fourni une assistance technique au programme, affirmait en juin 2002 qu'elle exigeait un audit spécial des comptes du projet⁴⁰.

La faillite d'Enron et la corruption qui entoure la chute de cette compagnie ont eu des répercussions en Amérique latine. Une commission du Congrès bolivien fut mise en place pour enquêter sur l'acquisition par Enron d'actions dans le gazoduc reliant la Bolivie au Brésil et la branche transport de l'ancienne compagnie pétrolière, YPF. Armando de la Parra, membre du Congrès et responsable de l'enquête, a révélé que les sociétés avaient juste treize jours pour soumettre leur offre pour ce pipeline alors qu'Enron était en train de discuter du projet avec l'ancien président Gonzalo Sánchez de Lozada depuis environ cinq mois. « Cependant, nous n'avons pas encore de preuve tangible, mais tous les indices laissent penser qu'il s'agit probablement de corruption », a dit Parra. « L'offre publique était évidemment un écran pour masquer un marché secret entre Sánchez et Enron⁴¹. »

Le football, qui constitue la passion du continent, a été aussi terni par des accusations de corruption l'année passée. Sept mois avant que le Brésil gagne un cinquième titre sans précédent en Coupe du monde, en juillet 2002, une enquête du congrès pour mauvaise gestion et corruption a publié un rapport de 1 600 pages accusant Ricardo Teixeira, président de la Confédération brésilienne de football, de

blanchiment d'argent, fraude et mauvaise gestion. Le rapport suggéra que Teixeira, qui était aussi membre du comité exécutif de la FIFA, fût poursuivi pour sa gestion criminelle de la confédération de football. Il l'accusait de « gestion criminelle et irrationnelle des fonds de la confédération au profit de certaines personnes ». Sous la direction de Teixeira, la confédération a accumulé des dettes de plus de 10 millions de dollars américains entre 1995 et 2000 dont une bonne partie était due à des « dépenses inacceptables » comme la location journalière à New York d'une limousine à 2 000 dollars américains⁴².

La société civile

José Ugaz, qui dirigeait l'enquête dans l'affaire Montesinos et ancien procureur spécial contre la corruption, a été mis à la tête de la coalition anti-corruption nouvellement créée au Pérou appelée Proética, partenaire de Transparency International dans le pays. Donnant suite à ses engagements pris à la première Conférence nationale contre la corruption à Lima en juin 2001, Proética a initié une série d'activités visant à rendre les procédures d'offre publique plus transparentes et favorisant l'accès à l'information. Revenant sur la première année du nouveau régime au Pérou, Proética a recueilli, mi-2002, les signatures de 36 personnalités péruviennes célèbres dans une lettre ouverte au président Toledo appelant à un programme plus efficace de lutte contre la corruption.

La section nationale de TI en Argentine, l'ONG Poder Ciudadano, a étendu son programme de contrôle civique des institutions publiques en mobilisant et en formant des étudiants, des associations de proximité et d'autres groupes. Un rapport de Poder Ciudadano publié après sept mois de contrôle du Sénat argentin décrit la haute chambre comme une « institution contrôlée », confirmant que nombre de ses lois sur la transparence ne sont pas appliquées. Poder Ciudadano dirige aussi le projet « Candidats Visibles » qui fournit un profil complet des candidats au Congrès et les financements de leur campagne. Le programme, qui a été mis en place en Argentine, en Colombie, en Équateur et au Panamá, encourage les candidats à publier des déclarations de patrimoine, les financements de leur campagne, leur passé politique et leurs politiques⁴³.

Comme le montrent les violentes manifestations de rue en Argentine et ailleurs en Amérique latine, les développements au niveau de la base révèlent une tendance inquiétante. Avec la perte de confiance dans le processus politique, beaucoup de Sud-Américains semblent désespérer de ne pas voir leurs préoccupations être prises en compte à travers un processus démocratique constructif. « L'exclusion entraînée par la corruption entrave l'action collective », observa Poder Ciudadano. « La société ne peut réagir que par rapport aux affaires passées mais n'est pas en mesure de coordonner pour procéder à des changements dans le futur⁴⁴ ». Cela rend la promotion des groupes de la société civile orientés vers ce processus plus importante que jamais.

L'accès à l'information en Amérique du Sud

L'année dernière, des initiatives pour créer des sites électroniques par les gouvernements ont été développées à travers la région pour fournir des informations grâce à Internet sur les agences gouvernementales, telles que leurs procédures institutionnelles, leurs programmes, leurs projets de loi, leurs dépenses et leurs services. Le gouvernement argentin, par exemple, a lancé « Contrôle Actif », un site web conçu pour permettre aux citoyens de contrôler les offres et les contrats publics¹.

L'internet est un outil important pour limiter la corruption dans les offres publiques, permettant la publication de ventes aux enchères, et fournit les résultats en ligne. Le Brésil et le Chili sont les pionniers dans ce domaine, au niveau régional, avec la création de Comprasnet (www.comprasnet.gov.br) et de ComprasChile (www.compraschile.cl) respectivement. Le site électronique du gouvernement de la Colombie (www.gobiernoenlinea.gov.co) est achevé et est actuellement disponible ; quant au Pérou, il travaille sur un modèle semblable².

La liberté de la presse est souvent réduite en Amérique latine, ce qui constitue un grand obstacle à l'accès et à la diffusion d'informations. Rien qu'entre janvier et mars 2002, les ONG de Journalistes contre la corruption ont révélé 36 cas séparés de journalistes qui sont menacés à cause de rapports qu'ils ont produits sur la corruption³.

La liberté de la presse au Venezuela est particulièrement menacée, après le coup d'État qui a brièvement chassé du pouvoir le président Hugo Chavez en avril 2002. Pris entre les patrons de presse hostiles à Chavez et les partisans de Chavez qui manifestaient leur colère, les journalistes parvenaient difficilement à

couvrir les événements de manière impartiale. En pleine confusion pendant le coup d'État, les Vénézuéliens étaient obligés de se rabattre sur CNN pour avoir des informations⁴.

Ces douze derniers mois ont enregistré des progrès négligeables dans la législation sur l'accès à l'information⁵. Parmi les développements les plus significatifs, on peut citer la loi chilienne sur l'intégrité administrative qui a introduit le droit à l'accès aux informations d'État et une proposition de loi en Argentine sur l'accès à l'information⁶. Au Paraguay, une loi controversée sur l'accès à l'information qui limiterait l'accès aux dossiers publics fut accueillie par une farouche opposition. Selon les journalistes, la loi signée par le président Macchi en juillet 2001 allait rendre les enquêtes sur la corruption beaucoup plus difficiles et le nombre de procédures administratives serait à lui seul un obstacle à leur capacité à rapporter les informations. La loi fut finalement annulée en septembre 2001⁷. Le Parlement est en train d'examiner une loi pour l'accès à l'information. Le Syndicat des journalistes paraguayens (Sindicato de Periodistas del Paraguay), en collaboration avec les autres groupes de la société civile, a soumis une proposition qui est en train d'être examinée.

1 www.controlactivo.com.ar.

2 *Clarín* (Argentine), 19 septembre 2001.

3 www.portal-pfc.org/english/reports/200203.html.

4 CPJ News Alert, 17 avril 2002.

5 *La República* (Pérou), 26 décembre 2001.

6 *El Mercurio* (Équateur), 16 janvier 2002.

7 *Última Hora* (Paraguay), 29 juillet 2001 ; CPJ News Alert, 27 septembre 2001.

Les médias, et en particulier les journalistes d'investigation, continuent d'être parmi les plus grandes forces dans la lutte contre la corruption, bien qu'ils paient parfois un lourd tribut. En 2001, l'ONG Probidad basée au Salvador et Journalistes contre la corruption (Periodistas Frente a la Corrupción, PFC) ont dénombré 114 cas de journalistes victimes de représailles en Amérique latine à cause d'enquêtes qu'ils ont menées sur la corruption ; parmi eux, cinq ont été tués⁴⁵. PFC a subi 36 attaques similaires, y compris deux meurtres, rien qu'au début de l'année 2002. Le Comité pour la protection des journalistes définit la Colombie comme l'un des pires endroits au monde pour exercer le métier de journaliste⁴⁶. En janvier 2002, un journaliste qui dénonçait régulièrement la corruption dans la province de Caldas a été abattu devant son bureau⁴⁷.

Par contre, les patrons de presse se retrouvent parfois victimes d'enquêtes sur la corruption. Au Pérou, toutes les six chaînes de télévision commerciales ont fait l'objet d'enquête après la diffusion de vidéos secrètes montrant Vladimiro Montesinos distribuant de grosses sommes d'argent à des patrons de presse en échange d'une couverture en faveur de l'ancien président Fujimori. Au moins trois parmi ceux figurant dans la vidéo ont quitté le pays, dont le propriétaire de la Télévision panaméricaine qui a été arrêté dès son arrivée en Argentine⁴⁸.

* Profonds remerciements à Diana Castro Benetti et Roberto Saba.

- 1 « Anti-bribery efforts making gains worldwide », *Kiplinger Business Forecasts*, 28 juin 2001, www.kiplingerforecasts.com.
- 2 *Washington Post* (US), 30 juillet 2002 ; EFE News Service, 30 juillet 2002.
- 3 Les documents du Comité des experts sont disponibles au www.respondanet.com/english/index.htm.
- 4 *La Nación* (Argentine), 4 juin 2002.
- 5 www.oecd.org.
- 6 Michael W. Collier, « Combating corruption in latin America », *Journal of Interamerican Studies & World Affairs* 159 (1^{er} janvier 2001).
- 7 Communiqué de presse de la BID, 12 mars 2002, www.iadb.org/exr/PRENSA/2002/cp5602E.htm.
- 8 Communiqué de presse de la BID, 24 octobre 2001, www.iadb.org/exr/PRENSA/2001/cp19101c.htm.
- 9 Communiqué de presse de la BID, 26 juin 2002, www.iadb.org/exr/PRENSA/2002/cp14202e.htm.
- 10 www.worldbank.org/wbi/governance/judicial-lac.htm.
- 11 www.ard-decentralization.com/Colombia.htm.
- 12 Voir « Informe de Resultados del Programa Presidencial de Lucha contra la Corrupción », p. 78, posted on www.anticorruptcion.gov.co/archivos/InfoAnticorruptcion.doc ; voir également : www.undcp.org/odccp/corruption.html#publications.
- 13 *La República* (Pérou), 9 novembre 2001.
- 14 Stanford Report, 4 février 2002, www.stanford.edu/dept/news/report/news/february6/ocampo-26.html.
- 15 *Washington Post* (US), 17 décembre 2001.
- 16 *Miami Herald* (US), 5 juillet 2000.
- 17 Interviews avec Luis Moreno Ocampo et Jairo Acuna, 31 août 2002.
- 18 *Los Tiempos* (Bolivie), 23 octobre 2001.
- 19 BBC News (Grande-Bretagne), 10 avril 2002 ; *New York Times* (US), 16 avril 2002.
- 20 *Economist* (Grande-Bretagne), 18 juillet 2002.
- 21 Ibope poll conducted for TI Brazil, www.transparencia.org.br.
- 22 *Economist* (Grande-Bretagne), 14 mars 2002.
- 23 Interview avec Claudio Wéber Abramo, 31 août 2002.
- 24 Ibope poll conducted for TI Brazil, www.transparencia.org.br.
- 25 Interview de l'auteur avec Claudio Wéber Abramo de TI Brésil.

- 26 « Report on governance, institutional performance and corruption : developing an anti-corruption strategy for Colombia », 21 mars 2002 ; voir : www.transparenciacolombia.org.co/textos_word/info_corrupcion.pdf.
- 27 Voir [wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/921d461c069a434d8525696f00514142/\\$FILE/LJ%20SPEECH.pdf](http://wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/921d461c069a434d8525696f00514142/$FILE/LJ%20SPEECH.pdf).
- 28 *Financial Times* (Grande-Bretagne), 21 août 2002.
- 29 *International Herald Tribune* (US), 28 février 2002.
- 30 *Clarín* (Argentine), 23 octobre 2001.
- 31 Reuters (Grande-Bretagne), 3 avril 2002.
- 32 *New York Times* (USA), 24 juillet 2002.
- 33 Pour de plus amples informations, voir p. 369.
- 34 Inter Press Service, 28 juin 2001.
- 35 Communiqué de presse de la BID, 9 mars 2002, www.iadb.org/exr/PRENSA/2002/cp5602E.htm.
- 36 *Ibid.*
- 37 *Latinamerica Press* (Pérou), 1^{er} juillet 2002.
- 38 Reuters (Grande-Bretagne), 20 juin 2002.
- 39 *Economist* (Grande-Bretagne), 18 juillet 2002 ; Resource Center of the Americas, Weekly News Update, 9 juin 2002. Voir www.americas.org.
- 40 Communiqué de presse de la Banque mondiale n° 338, 4 juin 2002.
- 41 Corpwatch, 9 mai 2002 ; www.corpwatch.org/issues/PID.jsp?articleid=2528.
- 42 *International Herald Tribune* (USA), 6 décembre 2001.
- 43 www.transparency.org/activities/monitoring/monitor_index.html.
- 44 Poder Ciudadano/InfoCivica presentation on the Corruption Perceptions Index 2002.
- 45 Pour de plus amples informations, consulter le www.portal-pfc.org.
- 46 Communiqué de presse du Comité chargé de la protection des journalistes (CPJ), 3 mai 2002 ; www.cpj.org/enemies/worst_places_02/worst_places_02.html.
- 47 Reuters (Grande-Bretagne), 2 février 2002.
- 48 *Washington Post* (USA), 18 décembre 2001.